

Dirigeants syndicaux, cessez de cautionner Lecornu !

La situation est d'autant plus exaspérante pour la classe dominante que l'économie nationale ralentit, que la dette publique est considérable au moment où le capitalisme mondial vit une course aux armements en prévision d'un nouveau découpage du monde entre puissances impérialistes. Pour la bourgeoisie, il faut faire porter aux travailleurs salariés le poids des dépenses militaires et policières, de la dette et de ses intérêts qui enrichissent une fraction du capital, s'attaquer plus encore aux services publics dont l'enseignement et la santé, rogner sur les salaires, les prestations sociales et les retraites.

Macron a annoncé vouloir doubler le budget de l'armée d'ici 2027 et réfléchir à instaurer un service militaire « rénové ». En plus de cette augmentation, il faut aussi compter d'autres dépenses consacrées au militarisme (budget de l'armée mais aussi aides aux entreprises de l'armement, et recherche militaire). Dans les budgets, les montants consacrés à l'éducation publique sont systématiquement truqués. Ils prétendent augmenter ce budget mais 9 milliards d'euros sont consacrés à l'Église catholique, une grande partie des budgets pour l'université sont consacrés à l'application des réformes destructrices de l'université publique (LRU, LPR...). Déjà, avec le budget 2025, il manquait 2 500 professeurs à la rentrée.

En nommant premier ministre son fidèle Lecornu, ancien ministre du militarisme, Macron confirme qu'il veut maintenir le cap. Mais comment réussir là où Bayrou a échoué ? En ouvrant immédiatement la concertation avec les directions syndicales. Binet (CGT) donne immédiatement ses conseils au premier ministre.

J'ai dit au Premier ministre que s'il ne voulait pas rejoindre le cimetière des Premiers ministres, il fallait prendre des mesures fortes, dont l'abrogation de la réforme des retraites... Le premier ministre a écouté, le problème c'est qu'on n'a pas besoin d'un premier ministre pour prendre des notes mais pour apporter des réponses. (Sophie Binet, BFM-TV, 15 septembre 2025)

Qui peut croire que le futur gouvernement Ensemble-LR-Horizons-MoDem peut servir les travailleurs ? Les chefs ont-ils consulté la base avant de se rendre aux convocations à Matignon ? En fait, toutes les bureaucraties syndicales protègent l'État bourgeois français. Leur appel à « un tout autre budget » ne prépare qu'un nouveau cycle de concertations qui conforte Lecornu. Les travailleurs sont de nouveau invités à suivre les journées d'action que les directions syndicales décrètent dont « l'interprofessionnelle » du 18 septembre. Elles tentent de faire retomber leur responsabilité sur les travailleurs, de diviser secteur par secteur.

La grève, ça se construit par en bas, à partir de son lieu de travail... Tout le secteur de l'énergie a enclenché avec une mobilisation avec des modalités de grève reconductible... Si je vous dis ce soir, oui il faut une grève reconductible, ce n'est pas ça qui va faire qu'elle se lance. (Sophie Binet, France 2, 11 septembre 2025).

Binet choisit soigneusement ses mots. La grève reconductible des chefs de la CGT, de FO, des SUD, c'est le boîte par boîte, fac par fac, et par définition elle n'est pas illimitée. Complément des concertations avec le gouvernement et des « journées d'action » de l'Intersyndicale, c'est la méthode employée en 1995, en 2003, 2010, 2019 et 2023 contre la grève générale. Mais le message est clair, pour les directions syndicales, il ne faut pas dresser tous les travailleurs et la jeunesse contre le pouvoir.

Pour les travailleurs salariés, la jeunesse scolarisée, il n'y a rien à attendre de ces manœuvres de pacotille. Il faut se débarrasser de Lecornu comme de Macron pour ne pas subir plus longtemps la dégradation continue des conditions de vie et de travail. Mais pas pour mettre à la place Le Pen, Bardella et Ciotti.

Ni Macron-Lecornu, ni Le Pen-Bardella ! Les travailleurs et les futurs travailleurs doivent combattre pour un gouvernement sous leur contrôle ! Seul un tel gouvernement, du type de la Commune de Paris en 1871 ou des soviets en Russie en 1917, pourra

- mettre les entreprises sous contrôle ouvrier,
- donner tous les moyens aux services publics, sauver l'enseignement professionnel,
- abroger la réforme des retraites, indexer les salaires sur l'inflation,
- interdire les licenciements,
- défendre les statuts de la fonction publique et titulariser les précaires,
- accorder l'indépendance à la Kanaky,
- abolir les lois xénophobes, en finir avec les contrôles policiers au faciès, interdire toute expulsion d'élève sans papier, fermer les centres de rétention administrative, ouvrir les frontières aux étudiants, aux travailleurs, aux réfugiés,
- dissoudre les corps de répression et l'armée de métier, armer le peuple,
- exproprier le grand capital et l'enseignement privé (dont les résidences universitaires privées et les multiples établissements supérieurs véreux qui escroquent les étudiants)...

Il faut dresser l'unité des travailleurs et de la jeunesse en formation contre Macron et Lecornu. La défense de nos intérêts s'oppose aux conciliabules à Matignon. Dans les syndicats, dans les AG, dans les lieux d'étude et de travail, exigeons : aucune concertation des organisations syndicales et des partis ouvriers traditionnels avec Lecornu ! Rupture de la cogestion dans les CA des groupes capitalistes, le Conseil d'orientation des retraites, le CNESER, les CA des universités !

Débattons en assemblées générales démocratiques dans tous les lieux de travail, d'études et de vie, préparons la grève générale contre tout budget antisocial, contre tout gouvernement bourgeois. Avec des comités de grève élus et mandatés par les AG, coordonnés et centralisés nationalement pour l'autodéfense de la grève et des manifestations, pour les revendications d'urgence, la grève générale posera la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs.

17 septembre 2025